La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

« Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée » **V. Hugo.**

N° 1222 **JUILLET 2021**

SOMMAIRE

• **ÉDITORIAL**

page 3 *Pas de Grande Relève depuis janvier dernier...*

Marie-Louise DUBOIN *remercie les lecteurs de leur fidélité et de leur compréhension.*

• **ACTUALITÉ**

page 2 *Cent doutes*

Jacques GRIEU *invite à la réflexion, provoquée par les doutes.*

page 4 *Éloge de la rue*

Michel BERGER *exprime son ressenti des dernières évolutions de notre société, en déambulant à travers nos rues et leurs usages.*

• **RÉFLEXION**

page 8 *La grande réinitialisation*

François CHATEL *introduit sa compréhension des évènements récents, et des perspectives offertes aux décideurs et aux pouvoirs en place par les réactions des populations.*

• **RYTHME DES PUBLICATIONS – LIVRES NUMÉRISÉS**

page 12

• **COURRIER DES LECTEURS**

page 13 *Courrier d'un médecin belge sur la situation sanitaire et les mesures autoritaires mises en place.*

PRIX en FRANCE : 3 € – ISSN : 2117-5047 – eISSN : 2493-2752 – *Commission paritaire N°0418 I 83051*

Cent doutes

«*Dans le doute, abstiens-toi*» est-il devise sage?
Là, le doute est permis, les avis se partagent.
Le doute, pour certains serait une faiblesse,
Il gênerait l'action, tout comme une faiblesse.
Ce serait un poison pour toute conviction,
Paralysant les hommes en vaines discussions.

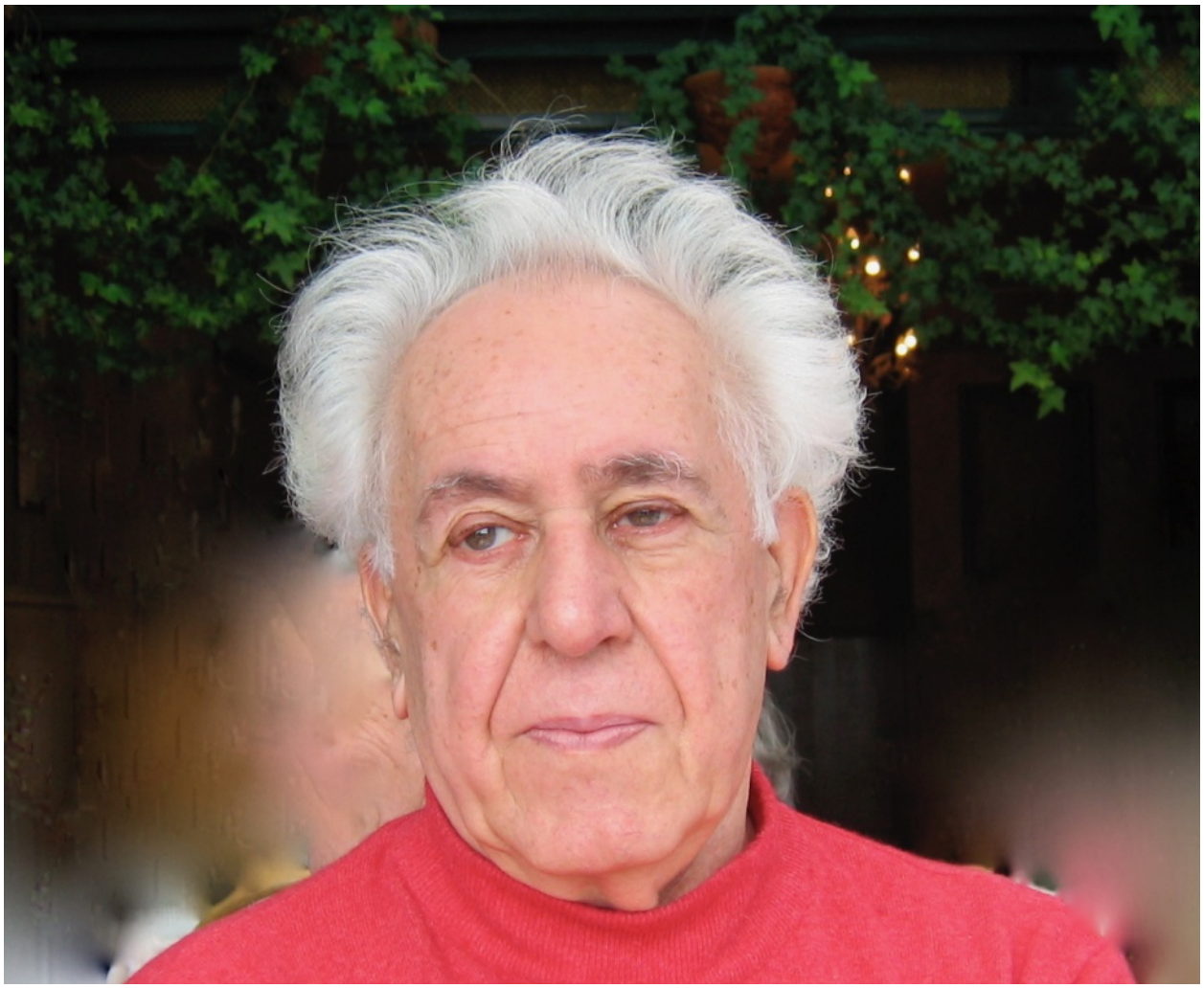
«*Le doute est une faute*», a dit un grand ministre;
«*Il fait perdre les guerres, il est bon pour les cuistres*»
Le fait de croire en soi, des autres fait douter?
Se poser la question, c'est encore hésiter.
La certitude apaise et douter assombri;
Qui doute d'un ami, alors n'a pas d'amis.

Pourtant, comme on s'en doute, on voit des partisans
Qui trouvent que le doute est fort dynamisant.
«*Quand l'imbécile est sûr, c'est le savant qui doute.*»
L'absolue vérité, c'est elle qu'on redoute…
Celui qui ne sait rien, il ne doute de rien,
Mais penser fait douter, tout sage le sait bien.

Le doute est un hommage à toute vérité,
Et du raisonnement fait la vraie qualité.
Jeunesse croit mensonge et du vrai, le vieux doute!
Dès que surgit le doute il faudrait qu'on l'écoute.
Celui qui sait le plus, alors doute le plus…

La foi, c'est prier Dieu pour le doute ignorer:
Bénéfice du doute, à Dieu il faut laisser.
«*Foi qui ne doute pas se termine en déroute!*»
Pour conclure, on s'en doute, il faut lever les doutes:
Il faut douter du doute et ne rien ingérer,
Qui n'ait été mâché, retourné, digéré.

Jacques Grieu



« Un seul être vous manque et tout est dépeuplé. »
L'isolement, Alphonse de Lamartine

Pas de Grande Relève depuis janvier dernier...

Que nos fidèles lecteurs veuillent bien me pardonner : la mort de mon mari, Jean Pierre Mon, m'a rendue incapable d'écrire et même d'assurer la mise en pages des articles envoyés par nos fidèles rédacteurs.

Soixante ans de vie commune, partageant les mêmes activités, ayant naturellement la même façon de voir les êtres et les choses, ne s'effacent pas comme on tourne la page d'un livre…

Mais il faut tenir. Merci de m'aider, par leurs écrits, à tous ceux qui tiennent à ce que cette publication continue, après 86 ans, à essayer de faire réfléchir, à avoir l'esprit critique sur l'actualité, à penser qu'imaginer une société humaine, débarrassée de la croyance que le capitalisme est une loi de la nature, donc indépassable et éternelle, c'est être réaliste et non pas être un simple d'esprit… ou un utopiste à l'imagination débordante !!

Marie-Louise Duboin

Partant du constat que nous avons arrêté de vivre pour éviter de mourir, l'actualité rappelle que nos rues témoignent de la vie de nos sociétés.

Éloge de la rue

La vision, dans un journal télévisé, d'une rue parisienne en période de couvre-feu m'a remis en mémoire le beau titre du prix Goncourt de Patrick Modiano : « *Rue des boutiques obscures* ».

Sur l'image la rue est vide, aucun promeneur, aucune voiture, les vitrines closes. Seul un halo de lumière orangée autour des lampadaires rappelle qu'elle a été vivante, fréquentée, lieu de rencontre et de passage, riche d'informations. Toute une sociabilité à laquelle nous sommes tellement habitués qu'il faut risquer de la perdre pour en mesurer toute la richesse. Une rue sans ses usagers est aussi inutile qu'une bouteille vide.

Sans que l'on y prête attention, la rue est une composante, modeste en apparence mais essentielle, de toutes les villes du monde, du moins de celles dont la création, l'aboutissement ou l'expansion ont précédé le milieu du XXe siècle. La rue, dans ses fonctions inhérentes à toutes les formes d'organisation sociale, se retrouve dans de multiples concentrations humaines, même les plus anciennes. Les tracés urbains sont avant tout des dessins de rues, avec leurs dilatations : les places, les mails, les quais.

Les formes hippodamiennes[1] ont été depuis la Grèce antique la base des extensions urbaines volontaires. De Milet à New-York ou Philadelphie, en passant par les villes romaines, et ne serait-ce qu'en France, par Versailles, Nancy, Richelieu, et bien d'autres, on retrouve ces tracés réguliers en damiers.

Mais la rue s'adapte aussi bien aux formes urbaines vernaculaires, comme les cités ottomanes, arabes ou asiatiques ou celles du Moyen Âge européen. Tout cela pour dire que la rue est un invariant dans presque toutes les villes du monde.

Mais la rue ne plaisait pas à certains architectes du XXe siècle, urbanistes auto-déclarés. Le Corbusier n'avait que mépris pour la « rue corridor » où, disait-il, ni l'air ni le soleil ne pouvait pénétrer, comme l'affirmait l'ensemble des membres du courant hygiéniste.

Il faut dire pour leur défense que la tuberculose et le rachitisme y régnaient. Inquiétudes considérées comme des évidences par les membres des Congrès Internationaux d'Architecture Moderne (CIAM) dans la rédaction de la charte d'Athènes. Cette description fonctionnaliste et simpliste de la ville inspira la plupart de nos grands ensembles construits dans la seconde moitié du XXe siècle.

Les pandémies seraient-elles donc fatales à la rue ? Elle en facilite de toute évidence la propagation, par sa destination de lieu de passage, de rencontre, d'endroit où se construit une grande partie du lien social.

C'est aussi le dernier des espaces dont l'accès est ouvert à tous. Être « *à la rue* » est l'ultime recours de ceux qui n'ont plus de domicile. On précise toujours « *sans domicile fixe* », comme si la rue était encore un domicile, mais non localisable et sans appropriation possible.

Elle est aussi un lieu de contestation du pouvoir. Au grand dam de ceux qui l'exercent. « *Ce n'est pas la rue qui commande* » disent-ils, oubliant souvent que c'est elle qui les a faits. On y érige des barricades et beaucoup de démocraties y sont nées dans la violence.

Une fois au pouvoir, il faut y rester, et lorsque le peuple manifeste, c'est dans la rue. Elle devient alors le lieu de la répression. Et plus elle est large, plus les barricades sont difficiles à construire, et plus les troupes y

[1] Un plan hippodamien est, en urbanisme, un type d'organisation de la ville dans lequel les rues sont rectilignes et se croisent en angle droit – *Wikipedia.*

Banksy, "Girl with Balloon" ou "There is Always Hope", version de South Bank (© Dominic Robinson from Bristol, UK)

manœuvrent aisément. Le Paris Haussmanien avec ses larges percées est consécutif à la révolution de 1848 et à la commune.

La rue, lieu privilégié des relations sociales

Mais la rue n'est pas seulement liée au pouvoir, c'est aussi un puissant support d'informations et de vie sociale. Quand une information ou une pratique devient courante, on dit qu'elle «*court les rues*». C'est dans la rue que s'expriment, du moins encore en partie, les modes vestimentaires, certaines fonctions économiques, l'appartenance aux différents groupes sociaux: il fallait avoir «*pignon sur rue*», tenir «*le haut du pavé*». On qualifie aussi de «*filles des rues*» certaines victimes de l'insupportable domination masculine.

Le spectacle de la rue fait partie de la vie à l'intérieur des maisons. Le narrateur de «*À la recherche du temps perdu*[2]» s'en est fait le chantre: sa tante Léonie, de sa fenêtre située près de son lit, passait son temps à observer la vie tranquille de la petite ville de Combray. Elle en déduisait de multiples variantes sur les aventures imaginées des promeneurs; en découlait une pièce de théâtre dont la rue était le décor, et qui suffisait à remplir les journées.

Les enfants sont aussi friands de ce spectacle. Du moins l'étaient-ils jusqu'à l'imposition de normes sécuritaires généralisant les fenêtres hautes, trop élevées pour percevoir l'extérieur.

La rue, lieu du contrôle social

La rue est le lieu privilégié de manifestations de toute nature, des plus nobles aux plus déviantes: Processions religieuses, défilés, fêtes populaires, carnavals, mais aussi multiples exactions, cambriolages, batailles de rues, destructions volontaires, meurtres.

La police veille. Mais les rues, surtout les plus tortueuses, sont vulnérables. Même si aucune autre forme urbaine ne s'est révélée plus facile à surveiller. Dans les grands ensembles où les rues traditionnelles ont disparu, la surveillance sociale par les habitants eux-mêmes est beaucoup plus difficile, et même la surveillance policière devient défaillante au point de créer des zones de non-droit en proie à toutes les exactions.

Le panoptisme[3], principe de veille inventé par Jérémy Bentham[4] pour les prisons anglaises, n'a engendré, à ma connaissance, aucune application urbaine en dehors de • • •

[2] Marcel Proust, 1913 / 1927, sept tomes

[3] « Voir sans être vu »
Ce principe a été proposé en 1787 par Jérémy Bentham pour la création de prisons modèles. Il consiste à implanter les cellules sur la circonférence d'un cercle dont le centre est occupé par un poste de garde qui peut ainsi toutes les surveiller.

[4] Né en1748 à Londres et mort en 1832. Il a appartenu au siècle des Lumières. Philosophe et juriste il est connu pour ses positions originales. Opposé à l'esclavage, hostile à la peine de mort, partisan de l'égalité des sexes. Il voulait abolir l'usure et ses théories économiques ont influencé Stuart Mill, dont le père, James Mill, en fut secrétaire et collaborateur.

la tentative d'Arc et Senans[5], ville nouvelle dessinée par Claude-Nicolas Ledoux[6].

Son plan circulaire reprend le schéma imaginé par Jérémy Bentham. La surveillance des habitants et des ateliers était symbolisée par la position centrale de la maison du directeur, grâce à laquelle ce dernier profitait d'une vision totale sur les ateliers et les habitations ouvrières. Vision symbolisée par l'oculus dominant toute la ville, percé au centre du fronton de la maison.

Ajoutons que la surveillance s'exerçait sur les ouvriers, mais aussi sur les ateliers où les risques d'incendie étaient permanents en raison des feux intenses exigés pour évaporer la saumure.

Mais tous ces procédés visuels sont en train d'être remplacés par la surveillance numérique. De nombreuses villes, françaises en particulier, ont installé dans leurs rues des caméras, pour en observer en permanence l'animation et la fréquentation.

On a tout dit sur le danger liberticide de ces pratiques qui mettent sur la place publique, avec les mêmes possibilités de diffusion, (en particulier sur les réseaux sociaux), des comportements hors normes mais nullement répréhensibles, et des actes qui le seraient. Aux caméras s'ajoutent désormais les drones susceptibles de visualiser tout azimut les gestes et les comportements.

La facilité d'usage de ces caméras incite les pouvoirs publics à les multiplier sans trop se soucier de l'avis des habitants. Sans se demander non plus si l'excès n'est pas pire que le mal. À force de mettre en avant la sanction potentielle et les moyens de l'exercer, on dévalorise la loi. La pratique du «*pas vu pas pris*» et son prolongement: «*pas pris pas coupable*» justifie toutes les transgressions. Si les actes des citoyens étaient fondés sur l'acceptation de la règle et non sur la crainte de la répression, la vie sociale prendrait une autre dimension, celle que l'on attendrait d'une véritable démocratie où chacun se sentirait responsable vis-à-vis de la communauté. Mais cela supposerait que l'on accorde plus d'importance à la justification de la loi qu'à la menace punitive à l'encontre des contrevenants.

Nos vieilles cités sont-elles en train de mourir avec leurs rues?

Les vaccins ne les immunisent pas alors que les effets de la Covid-19 les atteignent aussi: on ne vide pas impunément les rues sans détruire ce qui reste de nos villes anciennes.

Déjà au cours des dernières décennies, elles avaient subit de multiples agressions. Pour ne citer que les plus évidentes: la voiture qui a envahi le territoire urbain en occupant par endroit plus de surface que les logements: un appartement moyen de 60 m^2 dans un immeuble de 5 niveaux n'exige que 12 m^2 de sol contre 25 m^2 pour sa voiture, à condition qu'elle ne roule pas, et un peu plus si elle bouge. Alors certes, on a multiplié les parkings souterrains et les villes sont devenues des garages. Les voies de circulation ont empiété sur les trottoirs, la pollution a envahi nos rues.

La piétonisation, les pistes cyclables, les entraves à la circulation sont-ils de vrais remèdes? Mme Hidalgo en est persuadée, l'avenir dira si elle a raison. La diminution relative du taux de motorisation des villes denses, comme c'est le cas de Paris, va dans son sens. Mais cette diminution est souvent accompagnée d'une stagnation, voire d'une régression de la population.

[5] Une des premières cités industrielles construite entre 1775 et 1779 par la volonté de Louis XV car la fabrication du sel était une affaire d'État. L'usine exploitait la saumure issue des mines de sel. Grande consommatrice de bois, cette technique fut très vite remplacée par les marais salants, et la saline fut abandonnée. Elle servit ensuite de carrière de Pierre et il n'en restait que des ruines à la fin du XXe siècle. Elle fut alors restaurée et sert maintenant de centre de colloque. Elle est inscrite par l'UNESCO au patrimoine mondial de l'humanité.

[6] Un des plus grands architectes français, né en 1736 et mort en 1806. Il construisit beaucoup mais la plupart de ses œuvres ont disparu. Il reçut notamment de la part de Louis XVI la commande de l'enceinte parisienne dite des fermiers généraux. Celle-ci fut construite juste avant la révolution, malgré la désapprobation massive des parisiens : « *Ce mur murant Paris rend Paris murmurant* » disait Beaumarchais. Elle fut presqu'intégralement démolie, en dehors de quelques restes tels que la rotonde de la Villette, celle du parc Monceau, la barrière d'Enfer.

L'aristocratie était la clientèle privilégiée de Ledoux, ce qui lui valut d'être emprisonné, mais il échappa à la guillotine, grâce probablement à l'intervention de Beaumarchais.

Pendant son séjour en prison il écrivit un ouvrage intitulé : « *l'architecture considérée sous le rapport de l'art, des mœurs et de la législation* ». Difficilement lisible de nos jours, il témoigne cependant d'un intérêt rare à l'époque pour les dimensions sociale, culturelle et économique de l'architecture.

Pour l'instant nombre de villes petites et moyennes sont en perdition. À l'impact de l'automobile se sont ajoutés : le culte de la maison individuelle entourée de son jardinet, et surtout l'expansion des activités périphériques, usines, bureaux et grandes surfaces commerciales.

Les commerces centraux ont tenté de résister en développant au maximum leurs surfaces de vente. Les réserves ont été reportées sur les niveaux supérieurs, vidés de leurs habitants. Les entrées d'immeubles devenues inutiles ont été incorporées aux boutiques. Mais rien n'y a fait. Ces dernières disparaissent de nos rues et les centres de nos villes dépérissent à vive allure.

Toutes les fonctions traditionnelles de la rue : échange d'informations, liens sociaux, commerce des biens, contrôle des déplacements, sont en plein bouleversement. L'efficacité des réseaux sociaux, la mise à disposition de tous d'une masse d'informations qui va au-delà de toutes les mémoires humaines, le télétravail, le commerce en ligne, la possibilité de localiser nos téléphones portables, le contrôle policier de tous nos gestes, rendent caduques tout ce qui faisait la spécificité de nos villes et de nos rues.

Même les expressions les plus récentes comme les caméras de surveillance sont voués à disparaître avant d'être amorties, comme ont disparu les messages pneumatiques, le minitel, les cabines téléphoniques sur les trottoirs, ou les premiers réseaux de téléphonies urbaines.

Les grandes manifestations populaires, qu'il s'agisse des rassemblements festifs comme les *rave parties* ou des mouvements de contestation du pouvoir telles les ZAD[7] ou même du mouvement des gilets jaunes, s'organisent grâce aux réseaux sociaux et non plus en s'aidant du tambour de nos gardes champêtres, ou en placardant des affiches sur les murs de nos villes.

Peinture de rue 3D réalisée par Leon Keer, 2019 (Beheer-marije)

Ces manifestations ne s'installent plus dans les rues ou sur les places publiques, mais en rase campagne ou sur les ronds-points routiers.

Le modèle dominant de nos organisation urbaines, celui de l'îlot entouré de rues, est-il définitivement périmé ? C'est probable, si durable qu'il ait été puisqu'on en retrouve des traces dans certaines cités disparues, telles que Ur ou Mari en Mésopotamie, construites plusieurs millénaires avant notre ère. Faut-il s'en plaindre et tenter de ralentir l'évolution de nos civilisations successives ? Ce serait vain car aucune époque n'a échappé à cet enchaînement. Les vieilles générations continueront à regretter leur jeunesse et les jeunes s'acharneront toujours à construire leurs rêves.

Toutes les transformations du monde ont eu une face positive et une négative, comme un aimant bipolaire présente un pôle attractif et un pôle répulsif. L'un ne va jamais sans l'autre.

Ésope le disait déjà du langage (la pire et la meilleure des choses) grâce à laquelle l'humanité a émergé au-dessus du monde animal. Mais ce fut vrai de toutes les grandes mutations : l'usage du feu, la sédentarisation, l'écriture, la boussole, l'imprimerie, la maîtrise de l'énergie, les régimes politiques — *la démocratie étant le pire des régimes, à l'exception de tous les autres*, disait Churchill.

Les regrets n'ont jamais rien construit, et c'est vrai de la transformation de nos villes comme de celle de nos rues. Ce qui adviendra du monde sera différent, mais probablement ni meilleur ni pire ; nul ne l'a mieux exprimé que Marcel Proust :

« *…le souvenir d'une certaine image n'est que le regret d'un certain instant ; et les maisons, les routes, les avenues sont fugitives, hélas, comme les années* ».[8]

Michel Berger

[7] Zones À Défendre

[8] Cette phrase termine le tome 1 de la Recherche du temps perdue : *Du côté de chez Swann*.

La réaction de la rue, ou son absence de réaction, ouvre la voie à plus d'expérimentations vers un autoritarisme rampant, sous couvert de révolution économique, sociale, technologique et écologique.

La grande réinitialisation

Ces menaces diverses, réchauffement climatique, crises économiques, crises sanitaires, crises sécuritaires, pollutions de l'air, des mers et des sols, déforestations, péril sur la biodiversité, démographie croissante, ressources minières et énergétiques en péril, etc., qui s'amoncellent face à l'humanité, et qui apparaissent se former tel un mur sur lequel elle risque de s'écraser, vont-elles faire, en fin de compte, le bonheur de la classe possédante ? Car cette oligarchie, cette bourgeoisie dépeinte par les Pinçot-Charlot[1], n'a en réalité qu'une passion à défendre avant tout, son pouvoir. Qu'importe les moyens pour se maintenir au-dessus de la mêlée, du moment qu'elle y reste. Le capitalisme et la finance ont fait partie de leur arsenal utile à son maintien, et les adapter aux nouveaux impératifs ne lui posera aucune gène si cela s'avère nécessaire. De même, cette remise en cause peut par nécessité, aller jusqu'à s'en prendre à toute la construction élaborée auparavant pour tenir le peuple dans l'illusion du bien-fondé du système organisationnel dans lequel il a été plongé. Ainsi des mesures liberticides, même draconiennes, peuvent être appliquées en utilisant la crainte populaire générée et entretenue envers les menaces citées plus haut. Pour une raison primordiale : le pouvoir à conserver.

La pandémie de la Covid-19 lui a été très instructive. Au nom de la sécurité sanitaire, les peuples ont montré qu'ils sont prêts à accepter la soumission le temps qu'il faut pour l'assurer. Toutes les valeurs qui faisaient qu'une vie soit digne d'être vécue humainement se sont effacées au profit de la protection de l'existence. Tout le sel d'une vie était contenu dans le fait de pouvoir la mettre en jeu par nos actes, nos convictions, nos engagements, par les risques acceptés au nom de la défense de ce qui fait la grandeur de l'humain. L'individualisme, la consommation, la communication "*indoor*", le loisir virtuel, ont anéanti toute dignité humaine au profit de la sécurité du vivant, du biologique personnel.

« L'esprit du temps tend à occulter la mort et à célébrer la jeunesse éternelle. Les fantastiques avancées de la médecine, jointes à celles des biotech et de l'intelligence artificielle, avec leurs irrésistibles promesses en matière de lutte contre le vieillissement et de longévité, devraient nous conduire, au train où vont les choses, à bientôt revendiquer comme un droit de l'homme-augmenté : celui de vivre en forme jusqu'à cent vingt ans ».[2]

Un individu privé de la capacité d'exercer certains attributs humains, sa sociabilité, ses projets, son autonomie, ses activités, son partage avec les autres, sa communication présentielle, ses aspirations en général, finit par se déshumaniser et dépérir.

L'usage de la peur, des informations anxiogènes, qui montrent le péril planant au-dessus de la "vie nue" considérée dorénavant comme valeur suprême, a réussi à imposer un pouvoir totalitaire. Car une grande part de l'humanité actuelle a abandonné les valeurs humaines comme le courage, la liberté, l'honneur, l'esprit de la démocratie, l'engagement que les générations antérieures plaçaient avant la protection de la vie individuelle.

Si une telle pandémie aux conséquences guère significatives pour une grande part de la population, notamment les plus jeunes, produit de tels effets civilisationnels, l'humanité est donc prête face aux prochaines menaces planétaires contre sa sécurité, à s'en remettre pieds et poings liés à une organisation mondiale autoritaire, ou même totalitaire, soi-disant pour le bien de tous.

Or ces menaces, qui mettent en péril la sécurité de tous, et peut-être la vie dans un avenir proche, peuvent donc servir d'aubaines pour une classe sociale avide de pouvoir, qu'une population affaiblie par la peur est prête à lui déléguer. Faisons confiance à la

[1] Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, éd. La Découverte, 2009.

[2] Alexandra Laignel-Lavastine, *La déraison sanitaire*, éd. Le bord de l'eau, 2020.

Les deux statues de lion de la bibliothèque publique de New York, nommées "Patience" et "Fortitude", portant des masques faciaux pendant la pandémie de COVID-19. (© Jay Dobkin, 2020)

bourgeoisie pour s'adapter aux circonstances devenues favorables au renforcement de son hégémonie. Au nom de la sécurité et de la bonne gestion économique, elle va se précipiter sur l'occasion offerte pour prendre les commandes de l'humanité, lui imposer sa protection contre les effets des problèmes menaçants, et lui proposer des solutions technologiques et politiques pour les résoudre. Déjà, elle anticipe et lance les chercheurs et les industriels du monde entier à trouver des parades aux menaces diverses. Déjà, un défilé de décrets et de lois liberticides envahit la vie sociétale au prétexte de l'adaptabilité aux circonstances menaçantes. Les médias *mainstream* relaient le bien-fondé de ces initiatives et garnissent les ondes de communications qui mettent en relief les décisions sérieuses ou extravagantes, qu'importe, du moment que l'élite mondiale est montrée avec un visage de maîtrise, de *leadership* et de paternalisme. Quels que soient les moyens utilisés, la bourgeoisie saura garder les commandes et divulguer les directives liberticides pour conserver la mainmise sur un peuple soumis, n'attendant que sa sauvegarde, et le sauveur, ce "guide" opportun, qui lui sera imposé.

Quelle aubaine pour répandre les moyens de surveillance et de répression envers les dissidents, les réfractaires considérés comme mettant en danger les populations obéissantes ! L'existence — c'est-à-dire la vie individuelle, la consommation, le virtuel à domicile — pour être protégée, sera conditionnée par l'application de "restrictions nécessaires", d'une totale soumission aux nouvelles lois sécuritaires et aux directives de civilité.

La bourgeoisie, à l'aide de l'enseignement apporté par la crise de la Covid-19, sait qu'aujourd'hui il est très facile de créer une psychose mondiale par l'utilisation des moyens à sa disposition : les réseaux sociaux, les médias *mainstream*, la mondialisation. Elle sait que le risque de menace sur les piliers de l'imaginaire social de l'humain occidentalisé qui sont, le droit, le marché, l'assurance, la technologie, la pharmacie, auxquels il est possible d'ajouter le culte des loisirs, des fêtes, des vacances et du tourisme, est capable d'engendrer une psychose mondiale et mettre les populations à sa merci.

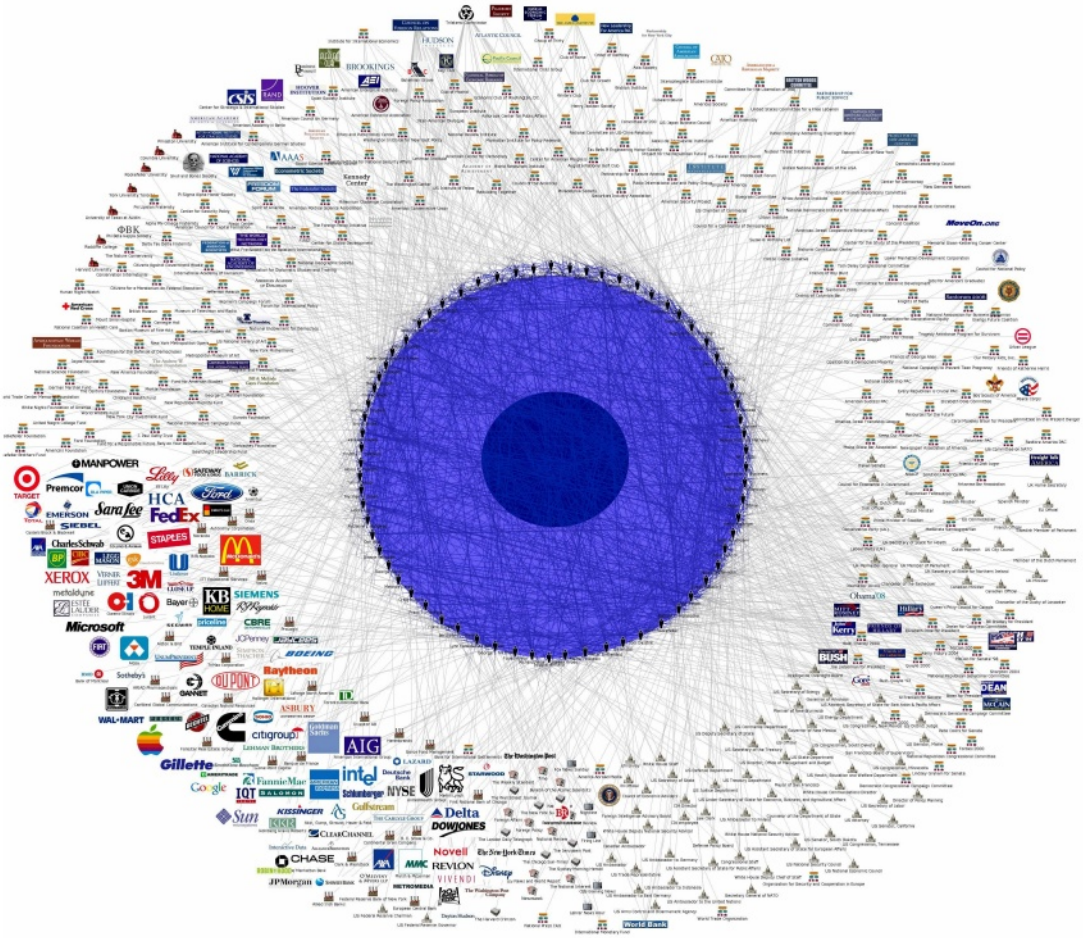
Que faire pour maintenir la hiérarchie sociale actuelle, sinon de prendre le train en marche au niveau du wagon de tête ? Puisque pour elle il n'est plus possible de nier les problèmes écologiques et économiques, il lui suffit d'intégrer l'écologie et la décroissance dans un vaste programme de reprise en mains, une véritable "réinitialisation" des sociétés humaines. Ainsi 1 100 experts du monde entier ont récemment appelé à « *une réduction planifiée mais modulable, durable et équitable de l'économie, pour vivre mieux avec moins. Ainsi, cette bourgeoisie possédante envisage jusqu'à cette nouvelle stratégie et se fait dorénavant porte-parole du risque d'apocalypse écologiste, et de l'impossible retour de la croissance. Elle préconise de cesser les actions individualistes, prônant le changement et les actions en faveur de l'environnement, et de globaliser radicalement ce changement systémique* • • •

nécessaire dans nos façons de produire, en créant "une nouvelle normalité" ».[3]

Le "Grand Soir" prend la forme aujourd'hui d'une "Grande Réinitialisation"[4] plus adaptée au monde humain moderne, considéré comme une énorme machine connectée efficace. D'où la promotion de la nécessité d'un gouvernement global muni de moyens de contrôles et de gestion considérablement accrus sur l'économie et sur toute vie humaine, dans le but d'appliquer les mesures appropriées au plus vite. Les menaces diverses demandent une planification plus maîtrisée, une réactivité sans faille et une adhésion totale de la population.

L'État mondialisé sera donc numérique et "inclusif", faisant appel à la cybernétique afin d'emmagasiner les données nécessaires au bon fonctionnement du nouveau système. L'ordinateur central sera chargé de piloter l'ensemble des problèmes écologiques et économiques, assurant la décroissance par-ci et la croissance par-là, pour le bien de tous, en prenant en compte les données d'une planète devenue difficilement vivable. Pour mieux parvenir à ses fins, il n'est pas nécessaire que cet État Global soit visible. Il peut agir, comme il l'a toujours fait, dans l'ombre. Il suffit que les chefs d'États nationaux servent de paravents.

L'objectif de cette bourgeoisie usurpatrice consiste à faire croire que son rôle va être providentiel, qu'elle arrive au moment opportun pour apporter la solution qui va sauver le monde. Alors que cela fait trois cents ans qu'elle est responsable de la destruction de la planète, le culot ne lui fait pas peur pour se présenter comme l'élite salvatrice.



"Nous sommes piégés dans une réalité fictive" — "Il est temps de nous libérer".
Graphique basé sur un powermapping des Bilderberger. Un grand nombre d'entreprises, de gouvernements et d'institutions participent à ces réunions. Des personnes représentant des sociétés. Les sociétés fictives ne peuvent pas régner sur les hommes. À moins que nous ne leur permettions de régner sur nous et, ainsi, d'asservir l'humanité et de la lier légalement à des entités fictives.
(© Frank Zweers, 2018)

[3] *Repenser le futur après la crise du coronavirus*. Cette lettre est le résultat d'un processus collaboratif au sein du réseau international de décroissance. Il a été signé par plus de 1 000 experts et 70 organisations de plus de 60 pays à travers le monde. Tribune publiée le 14 mai 2020 sur Internet.

[4] Souvent évoquée sous le terme anglo-saxon "*the great reset*", depuis la publication par le forum économique mondial en juillet 2020, du livre "*Covid-19 : The Great Reset*" de Klaus Schwab et Thierry Malleret.

De quoi faire taire bon nombre d'opposants. Quel écologiste politique pourrait s'opposer à ce revirement spectaculaire dans son sens militant porté par une étatisation renforcée ? Quel syndicaliste se plaindrait de la proposition d'un revenu de base soumis à un contrôle numérique inclusif de la population ? Quel militant décroissant et quel collapsologue reprocheraient à un État de planifier la décroissance ciblée moyennant une surveillance stricte du peuple, y compris son contrôle sanitaire permanent ?

Un État qui se présenterait, au nom de l'application des directives mondialisées, comme défenseur de la sécurité sous toutes ses formes, et protecteur vis-à-vis d'un environnement à adapter, car malsain et dégradé, trouverait une grande majorité d'adeptes populaires, même si les libertés traditionnelles de la démocratie s'en trouvaient anéanties.

Selon Bernard Charbonneau, «*le virage écologique ne sera pas le fait d'une opposition très minoritaire dépourvue de moyens, mais de la bourgeoisie dirigeante, le jour où elle ne pourra faire autrement. Ce seront les divers responsables de la ruine de la Terre qui organiseront le sauvetage du peu qui en restera et qui après l'abondance géreront la pénurie et la survie*».[5]

Toujours dans le but de duper le peuple, après l'idéologie mobilisatrice que fut la religion instaurée par l'aristocratie, la bourgeoisie la remplaça par le nationalisme, puissante idée puisqu'elle amena des millions d'ouvriers et de paysans à se sacrifier en son nom. Aujourd'hui, cette idéologie s'essouffle et se trouve récupérée par des mouvements populistes. Pour la bourgeoisie mondialiste, l'autoritarisme vaut mieux que le totalitarisme, plus discret et qui préfère l'adhésion du peuple plutôt que la contrainte, même si cette adhésion est obtenue par la propagande ou par l'utilisation du chantage dans la persuasion. La nouvelle idéologie proposée sera, suite à l'expérience de la Covid-19, la sauvegarde sacralisée de la vie individuelle, sorte d'introduction au transhumanisme qui prône la mort de la mort.

«*On voit mal pourquoi la prémisse selon laquelle la vie est la valeur suprême ne nous conduirait pas, de proche en proche, à sacrifier durablement (et non plus provisoirement) certaines libertés sur l'autel d'un État sanitaire qui nous guérirait de tout…*

«*…la fragilité de la santé humaine représente une urgence perpétuelle susceptible de fournir à l'État un alibi permanent pour un état d'exception indéfini. Il faudra juste accepter comme des évidences le tracking numérique, ou les diaboliques caméras de surveillance à reconnaissance faciale venues de Chine et déjà testées, ici et là,…*

«*…Au nom de la paix civile ou du bien de tous, naturellement. Et admettre, comme on l'a fait pendant la pandémie, que le bio-pouvoir qui s'exerce sur la vie des corps et des populations puisse s'immiscer jusque dans notre intimité. Ce ne sera peut-être pas si difficile…*

«*…on a découvert l'étendue du sentiment de vulnérabilité et du besoin de protection des masses. Jusqu'où seront-elles prêtes à aller au nom de ce besoin ?…*

«*…un homme n'est libre, debout et donc Vivant, au sens fort du terme, que s'il consent à se demander pour quoi, pour quels principes, quels idéaux, quel bien supérieur, il serait prêt, le cas échéant, à engager sa vie et à risquer sa santé*».[2]

Sans cela, sans cette disponibilité au sacrifice, au choix du risque sur la sécurité, que reste t-il d'une vie pleinement humaine, sinon cette existence propre au troupeau, garante de la nourriture journalière, d'un toit, de la surveillance de la santé, de la vaccination, des antibiotiques, de l'insémination artificielle, etc. ? La vie organique a pris une telle place dans le domaine du sacré, que tout risque est devenu suspect, pur folie, inconscience, dissidence, incivilité, délinquance.

Cette grande expérience de la Covid-19 a rassuré la bourgeoisie qui désormais connaît le talon d'Achille des populations occidentalisées par ses soins. Elle sait qu'il suffit de maintenir la peur face aux nombreuses menaces pour imposer les mesures liberticides appropriées, et proposer les remèdes technologiques qui permettent de favoriser les retours sur investissements. La docilité avec laquelle les peuples ont accepté de se priver de leurs libertés fondamentales sans broncher et de s'en remettre aux directives de l'État, ouvre une large lueur d'espoir à la classe dominante qui, avant cet épisode, avait de quoi douter de son avenir tant les contestations légitimes commençaient à l'effaroucher et à raviver sa "*Peur du peuple*".[6]

François Chatel

[5] Bernard Charbonneau, *l'État*, éd. R&N. réédition 2020.

[6] Titre du livre de Francis Dupuis-Déri, éd. Lux, 2016.

Rythme des publications

Le rythme des publications de *la Grande Relève* est devenu irrégulier ces derniers numéros. Rassembler des articles pour composer une publication est un exercice prenant. La disponibilité de l'équipe de rédaction s'est retrouvée amoindrie. Après 85 ans d'existence, 45 années de publication continue de 11 numéros par an par Marie-Louise Duboin et Jean-Pierre Mon, entourés de contributeurs engagés, réguliers ou occasionnels, nous continuerons à faire notre possible pour publier votre journal *la Grande Relève*.

Ce rythme restera possiblement moins régulier que ce que nos lecteurs ont connu par le passé. Les abonnements payés correspondant à 11 numéros resteront valables de principe. La période de réception sera simplement étendue sur plus de 11 mois.

Nous vous remercions de votre comprehension et de votre soutien. Vos contributions sont également les bienvenues et nous serons ravis de les publier, enrichissant ainsi les débats au sein de nos colonnes.

Livres numériques disponibles sur notre site Internet

Veuillez noter que depuis deux ans, des livres de Jacques et Marie-Louise Duboin ont été mis à disposition gratuitement en téléchargement sur notre site Internet.

Ils sont au format ePub et en PDF, et peuvent notamment être lus sur les liseuses. N'hésitez pas à les partager à vos connaissances ! Vous trouverez :

- ***La grande relève des hommes par la machine***, Jacques Duboin, 1932
- ***Kou l'ahuri ou La misère dans l'abondance***, Jacques Duboin, 1934
- ***Libération***, Jacques Duboin, 1936
- ***Économie distributive de l'abondance***, Jacques Duboin, 1946
- ***L'économie distributive et le péché originel***, Jacques Duboin, 1949
- ***Les yeux ouverts***, Jacques Duboin, 1955
- ***Pourquoi manquons-nous de crédits ?***, Jacques Duboin, 1961
- ***Les Affranchis de l'an 2000***, Marie-Louise Duboin, 1985

NDLR: La lecture de la tribune "Alerte!" ouverte par F. Chatel dans le n°1221 de *la Grande Relève*, a fait réagir un de nos lecteurs médecin, qui nous a transmis son courrier adressé à un journaliste ayant écrit sur la crise sanitaire:

Cher Monsieur,

[Vous écrivez sur le couvre-feu] très justement «Pire, nous nous y habituons». J'ajoute: pas seulement au couvre-feu mais aussi aux masques, à la distanciation, aux interdictions de réunions et de fêtes, etc., toutes choses qui sont une atteinte quotidienne à la chaleur et à la richesse de nos relations humaines, et que je qualifie de crime subtil contre l'humanité.

Oui, apparemment de nombreux Belges s'habituent à être traités comme des êtres sans intelligence, sans sensibilité, sans conscience, sans libre-arbitre: autrement dit, traités au mieux comme des enfants irresponsables, au pire comme du bétail...

Ces obligations et restrictions que nous subissons depuis bientôt un an sont une insulte à notre dignité humaine: en cas d'épidémie véritablement dangereuse, tout le monde (sauf les inconscients, les jeunes enfants ou les fous) observe spontanément un comportement responsable pour éviter la contamination et en protéger les autres. Il est infantilisant d'imposer autoritairement ces mesures, et inhumain de les maintenir si longtemps. Absurde aussi car inutile: la Suède, et les Pays-Bas dans une moindre mesure, en ont fait la preuve dès la première vague, sans confinement ni masque, ils ont eu moins de décès que les pays très confinés.

Beaucoup de gens s'habituent à être ainsi infantilisés, soumis, réduits à l'obéissance, parce qu'ils ont peur, ils sont victimes de la psychose créée et entretenue par les informations et les chiffres toujours alarmants communiqués chaque jour par nos experts (et docilement relayés par la presse...!).

Je vous rappelle la définition de 'psychose', figurant en exergue de «Quand la psychose fait dérailler le monde», cet excellent petit ouvrage que LLB[1] *a fort opportunément commenté: «Trouble mental caractérisé par une désorganisation de la personnalité, la perte du réel et la transformation en délire de l'expérience vécue».*

On ne saurait mieux décrire la situation où se trouve notre société. Une grande partie de la population est atteinte, et chose très grave, une partie du corps médical et scientifique, et certains de nos ministres.

Heureusement nous som-mes de plus en plus nombreux à ne pas nous habituer, à ne pas succomber au délire ambiant et à garder contact avec le réel. Je voudrais dans cette lettre vous brosser un tableau de ce réel, vous décrire comment je vois la réalité de ce que nous vivons depuis mars 2020.

La réalité de base est que depuis le mois de mai l'épidémie est terminée. Une épidémie, c'est une grosse vague de malades, or celle-ci s'est terminée en avril et il n'y a plus eu de cas Covid-19 dans les USI[2] *jusqu'au mois de septembre. Dès le mois de mai, le confinement aurait donc du être levé complètement et nous aurions dû retrouver une vie tout à fait normale, et pleinement jouir du printemps et de l'été, renforçant ainsi notre santé de base pour arriver en forme à la saison froide.*

Au lieu de cela, des restrictions ont été maintenues, le port du masque est devenu obligatoire, le stress et la peur n'ont fait que s'amplifier, et en plus on a commencé à tester au moment où ce n'était plus nécessaire. Car cela n'a pas de sens de tester quand la vague épidémique de malades est passée: les tests positifs font croire, à tort, que l'épidémie reste menaçante alors qu'elle est terminée. C'est exactement ce qu'il s'est passé: on a commencé à détecter et compter les tests positifs, erronément appelés 'nouvelles con-taminations', et les chiffres ont évidemment grimpé, non pas parce qu'il y avait plus de 'contaminations' mais parce qu'on effectuait plus de tests!

Ces chiffres étaient donc faussement alarmants, car d'une part il ne s'agissait pas de grands malades comme en mars-avril mais de porteurs sains ou peu malades, et d'autre part il ne s'agissait pas de 'nouvelles contaminations' mais de nouvelles détections de porteurs du virus, un virus qui n'est pas un danger public car il n'est dangereux que pour 5% environ de la population. Néanmoins, ces chiffres et ces annonces biaisés ont 'justifié' la reprise des messages alarmistes, agitant la menace du 'virus qui circule toujours' et le spectre d'une seconde vague, nourrissant ainsi le stress et la peur, et leurs effets immunodépresseurs bien connus. Comme une prophétie auto-réalisatrice, on créait les conditions pour que survienne effectivement une seconde vague de malades...

Sur ces entrefaites arrivent comme chaque année le refroidissement du temps et la campagne de vaccination grippale: deux facteurs qui, en plus du stress et des émotions négatives, font fléchir la résistance immunitaire de base non spécifique (Quand l'immunité spécifique par anticorps augmente, suite à une vaccination par exemple, l'immunité non spécifique, la plus importante, diminue automatiquement. Et le temps plus froid prédispose aux affections respiratoires, c'est bien connu). Donc les personnes • • •

(1) *La Libre Belgique*, couramment dénommée «*La Libre*», est un quotidien belge de langue française qui couvre l'ensemble de l'actualité nationale et internationale.

(2) Unité de soins intensifs

les plus fragiles, surtout celles qui sont stressées, effrayées, tristes, déprimées, et celles qui ont reçu le vaccin contre la grippe, commencent à tomber malade. Les hôpitaux se remplissent, les USI aussi, et les décès s'accumulent. Les victimes? Des personnes que non seulement on n'a pas préparées à être immunitairement plus résistantes, mais que la psychose ambiante a fragilisées encore plus.

La seconde vague annoncée devient donc réalité, mais ce n'est pas une grosse vague épidémique comme en mars-avril. Car les chiffres communiqués sont exagérés et à nouveau faussement alarmants: comme le signale Yves Coppieters dans LLB des 9-10 janvier, depuis la seconde vague tous les patients décédés testés positifs sont repris dans le comptage de décès Covid-19, même si la cause de décès est autre!

La règle de communication qui semble suivie est de donner, non pas des informations objectives, mais des chiffres qui font peur...

La réalité est que cette seconde vague, qui est surtout une vague d'hospitalisations, aurait pu être évitée car déjà depuis mars, on connaissait le secret pour traiter efficacement les patients Covid: traiter le plus tôt possible, en première ligne de soins (par les MG[3], à domicile). Les pays qui ont adopté cette stratégie n'ont presque pas eu de décès (Hong Kong et d'autres pays asiatiques, la Grèce, le Portugal, le Maroc, etc.). Mais cette stratégie de traitement en première ligne a été immédiatement torpillée, violemment critiquée, voire interdite. Une réaction révoltante des autorités médicales et scientifiques, et incompréhensible sauf s'il y a en arrière-plan une volonté active de faire durer l'épidémie et d'assurer ainsi l'attente angoissée des vaccins salvateurs. Très à propos, la campagne de testing a rapidement remis la machine à distiller la peur sur les rails, les traitements de première ligne n'ont pas été appliqués et, en conséquence, les hôpitaux ont été à nouveau surchargés...

La réalité est enfin que les mesures sanitaires imposées sont profondément inhumaines et donc inacceptables.

N'est-il pas inhumain et cruel de priver les personnes en MRS[4] des visites de leurs proches (cf. le témoignage rapporté dans LLB du 7 octobre), d'interdire les visites aux personnes hospitalisées, même mourantes, d'interdire les réunions familiales lors des enterrements? Et de façon plus générale, n'est-ce pas une atteinte directe et inadmissible aux droits humains les plus fondamentaux que d'imposer sans débat démocratique, comme dans les régimes totalitaires, toutes ces draconiennes restrictions aux relations sociales et à la vie économique?

Tout cela, répétons-le, sans que ces mesures soient justifiées par leur efficacité. Rappelons l'exemple de la Suède qui a fait confiance à la responsabilité de ses citoyens, la Suède qui a eu la chance unique d'avoir un expert compétent et intègre, indiscutablement doué de bon sens, et... qui a été écouté!

La réalité est que nos experts qui font la loi depuis bientôt un an sont d'abord incompétents: ils sont obsédés par le virus et totalement ignorants du rôle majeur que joue le terrain immunitaire, et ils sont incapables d'avoir une vision humaine et globale de la situation sanitaire; et ensuite ils sont souvent pris dans des conflits d'intérêts qui influencent leur jugement, ils sont sans doute eux-mêmes manipulés.

La réalité est que, manifestement, des intérêts 'supérieurs', primant sur le souci de la santé, la saine raison et l'honnêteté

[3] Médecins généralistes

[4] Maison de repos et de soins

Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner.

S'abonner est en effet le meilleur moyen de soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonnés, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.

Merci à nos abonnés de nous économiser des frais de rappel en surveillant le numéro d'échéance de leur abonnement: nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

Souscription permanente

Pour que vive La Grande Relève!

A. Bouchard 23€, G. Bouchard 23€, J.-J. Bouchard 33€, R. Brusseau 25€, M.-J. et P. Capet 73€, G Chauvin 3€, M. Deru 32€, G. Guibert 15€, A. Horte 5€, G. Krzywkowski 60€, J.-M. Llas 6€, A. Morlot 8€, F. Perrot-Chabert 6€, H. Vergniol 8€ – ***Merci à tous***!

C'est grâce à cette souscription que nous pouvons poursuivre la publication du journal sans en augmenter le prix, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

scientifique, tirent dans l'ombre les ficelles pour arriver à leurs fins. Mais cela, on n'a même plus le droit de le penser et surtout de le dire : les comploteurs ne supportent pas d'être montrés du doigt par les affreux 'complotistes'...

Voilà la situation réelle qui fait qu'une partie de la population 'ne s'habitue pas' heureusement à cette manipulation de masse et à cette gestion liberticide, contraire au bon sens et à la morale humaniste. Oui, comme vous le dites « il ne fait aucun doute qu'un débat s'impose », mais pas seulement pour le couvre-feu.

Merci à LLB pour ces pages débats, opinions, et interviews qui montrent que cette vague de résistance existe. Dommage que vous ne puissiez pas être plus indépendants pour les informations générales...

Recevez, cher Monsieur, mes bien cordiales salutations.

Dr D., Belgique, janvier 2021

P.S : Remarquons incidemment, à propos des chiffres de 'nouvelles contaminations', qu'il est très facile de les grossir ou de les réduire selon les 'besoins', selon qu'on veut faire peur ou au contraire annoncer une bonne nouvelle : il suffit d'augmenter ou diminuer le nombre de tests effectués...

L'épidémie n'a plus aujourd'hui qu'une existence artificielle, due essentiellement à la pratique des tests. Qu'il y ait encore des malades Covid et que certains même en meurent, cela ne signifie pas qu'il y a 'épidémie' et qu'il faut maintenir ou même renforcer des mesures générales et exceptionnelles. Cela veut simplement dire que 'le virus circule toujours', oui, comme bien d'autres virus, et qu'il y a dans la population, comme toujours surtout en hiver, des gens immunitairement plus fragiles et qui n'y résistent pas. Cela n'a rien d'exceptionnel.

• Tarifs d'abonnement (11 numéros)

France, *régime intérieur pour la Poste* .....27 €
(*soutien* : + 18 €, *pour chaque exemplaire en plus, livré pendant 11 numéros*)
DOM .....30 €
TOM .....32 €

Régime international, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014* :
Zone 1 (Bénélux, Espagne, R-U, Suisse, …).....32 €
Zone 2 (Autres pays européens).....32 €
Zone 3 (Canada, États-Unis,…).....34 €
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,…).....34 €

• Règlements

Par chèque bancaire ou postal, *établi à l'ordre de* :
La Grande Relève
et envoyé au :
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet
France

Par virement bancaire :
N° de compte *à la Banque Postale* : 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

☐ Je prolonge mon abonnement à *La Grande Relève* pour ..... année(s).
☐ Je m'abonne à ..... exemplaire(s) mensuel(s) à partir du N° .....
☐ Je commande les ouvrages suivants (*Titre × nombre d'exemplaires*) :
.....
.....

Voici comment rédiger mon adresse (*merci d'écrire en majuscules bien lisibles*) :

M. ou Mme Prénom, Nom : .....
Immeuble (éventuellement) : .....
N° et voie : .....
Code postal et commune : .....
Pays : .....

J'envoie la somme de : ..... euros.
☐ Par chèque N° ..... *préciser la banque* : .....
☐ Par virement bancaire.

Date : **Signature :**

Ce que nous proposons

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décident démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

Lectures pour approfondir

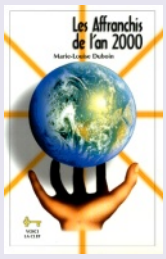
- **Jacques Duboin**

Extraits choisis dans son œuvre (3 €).
Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

- **Et si on changeait ?**

Bande dessinée par J. Vignes-Elie (4 €).

- **Les afranchis de l'an 2000**



Un roman de M.-L. Duboin qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (épuisé, disponible au format électronique sur notre site Internet).

- **Mais où va l'argent ?**

L'étude, par M.-L. Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, 13 €).

- **D'anciens numéros**

sont disponibles (3 € chacun).

Tous les prix indiqués sont franco de port.
Bon de commande au dos de cette page.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN
Direction et mise en pages: M.-L. DUBOIN & Y. GRELIER
Rédaction: les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par NOVA SCOP
(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement,
impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot – 78110 Le Vésinet
Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr
Site Internet : www.economiedistributive.fr

Tarifs et bulletin d'abonnement au dos de cette page.